



Infolettre n° 54

Décembre 2014

Contact : info@aepl.eu

Appel à l'Union européenne pour le respect des principes démocratiques, la liberté de la presse et la laïcité en Turquie

" La force de nos valeurs se juge à notre capacité à ne pas renier nos principes au nom de l'indifférence "

Chers Lecteurs,

L'Association Européenne de la Pensée Libre (AEPL), vous invite instamment à pratiquer une fois de plus la démocratie directe en adressant un courriel personnel à quelques personnalités européennes (cf. adresses ci-dessous) afin d'exiger la suspension immédiate et totale des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne au vu des multiples dérives démocratiques du régime islamo-conservateur au pouvoir par rapport aux critères de Copenhague. Ceux-ci stipulent en effet que "Tout pays qui présente sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne (UE) doit respecter les conditions posées par l'article 49 et les principes de l'article 6 § 1 du traité sur l'UE. Dans ce contexte, des critères ont été dégagés lors du Conseil européen de Copenhague en 1993 et renforcés lors du Conseil européen de Madrid en 1995. Pour adhérer à l'UE, un nouvel État membre doit remplir ...le critère politique : la présence d'institutions stables garantissant la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ..."*

A cela s'ajoute que l'attitude de M. Recep Tayyip Erdogan (prononcer erdoan), élu tout récemment président de la Turquie, vis-à-vis des femmes, est contraire à la Charte européenne des Droits Fondamentaux, prévoyant notamment l'égalité hommes-femmes.

Dérives anti-démocratiques

Dimanche 14 décembre 2014, M. Erdogan a déclenché une opération policière contre les partisans de son ancien allié, le prédicateur Fethulla Gülen, actuellement réfugié aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, la police turque a mené une opération coup de poing contre certains médias, opposants au régime du président Erdogan. Brandissant l'argument de la lutte contre le terrorisme, qui vise à attenter à la souveraineté de l'Etat, M.Erdogan a ordonné l'arrestation d'une vingtaine de personnes, principalement des journalistes, dont Ekrem Dumanli, le rédacteur en chef du journal Zaman, l'un des grands quotidiens en Turquie avec un tirage quotidien de 1 million d'exemplaires. Ont également été arrêtés, les dirigeants de la chaîne de télévision, Samanyolu, dont un directeur, des producteurs et des journalistes. Tous sont accusés de terrorisme.

Vive réaction de l'Union européenne: le nouveau chef de la diplomatie européenne, Mme Frédérica Mogherini et M. Johannes Hahn, commissaire chargé de la politique européenne de voisinage et des négociations d'adhésion avec la Turquie, ont déclaré dans un communiqué que l'action de la police était contraire aux "valeurs européennes" que la Turquie, qui aspire à rejoindre l'UE, est sensée respecter. Ils ont également estimé que les opérations de la police turque étaient "incompatibles avec la liberté de la presse". A noter que les deux commissaires en question avaient rencontré à Ankara les autorités turques une semaine avant l'opération policière.

Commentaire: le parti de M. Erdogan, le Parti pour la Justice et le Développement (AKP), est arrivé au pouvoir en 2002. M. Erdogan, une fois premier ministre, a introduit à l'époque de nombreuses réformes démocratiques, au point que certains observateurs citaient la Turquie en exemple d'un modèle politique à la fois démocratique et musulman. Cependant, avec le temps, M. Erdogan va dériver de plus en plus vers un régime autoritaire et religieux, inspiré chez lui par une claire nostalgie de l'époque ottomane. Certains journaux occidentaux n'hésitent pas d'ailleurs à le qualifier de nouveau sultan de la Turquie.

Actions insidieuses contre le fondement laïc du pays: depuis quelque temps, soit comme premier ministre soit comme président, M. Erdogan multiplie les actions insidieuses contre la laïcité. Ainsi, le 8 décembre dernier, il reprend à son compte une proposition du Conseil national de l'éducation, composé majoritairement de ses partisans, qui entend imposer l'enseignement de l'ancien alphabet ottoman, proche de l'arabe, ce qui constituerait plus qu'un simple coup de canif dans la réforme de 1928 lorsque Mustapha Kemal Atatürk, le père de la Turquie laïque, introduisit l'alphabet latin au détriment de l'arabe. Or, il faut savoir que ce sont les professeurs des écoles religieuses qui sont le plus à mêmes d'enseigner le turc ancien et l'alphabet arabe. Signalons en passant que le port du voile islamique dans les universités a été autorisé en 2008 et que cette mesure vient d'être étendue en septembre dernier aux jeunes filles dans les lycées publics. On peut s'attendre à ce que la prochaine étape soit la suppression de la mixité dans les écoles. A noter aussi que la transformation d'écoles publiques en écoles religieuses augmente de manière constante.

La mutation progressive de la Turquie, depuis qu' Erdogan est au pouvoir, d'un Etat laïc en un Etat religieux ne constitue pas vraiment une surprise quand on sait que lui-même a été scolarisé en partie dans une école religieuse qui forme des imams et des prédicateurs. Lors d'un discours prononcé en 1998, donc avant son arrivée au pouvoir, il aurait déclaré que:

"Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats".

Il est évident qu'une telle exacerbation de la religion musulmane pose problème aux Européens.

oo

Voici quelques adresses mails. A vous de choisir à qui vous voulez vous adresser. Quelques lignes suffisent. Il est préférable que votre mail soit personnel. Vous pouvez aussi envoyer copie à votre député européen local.

- Martin Schulz (Parlement européen) : martin.schulz@europarl.europa.eu
- Jean-Claude Juncker (Commission européenne) : president.juncker@ec.europa.eu
- Donald Tusk(Conseil européen) : donald.tusk@european-council.europa.eu
- **Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne:** frans.timmermans@ec.europa.eu
- **Johannes Hahn, commissaire chargé des négociations d'adhésion:** johannes.hahn@ec.europa.eu

- **Responsable des Droits de l'homme au Conseil européen:** zuzana.michalcova.sutiakova@european-council.europa.eu
- frederica.mogherini@eeas.europa.eu

- **Aux présidents des GROUPES POLITIQUES DEMOCRATES du Parlement européen :**

- Parti Populaire Européen :
manfred.weber@europarl.europa.eu

- Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates : gianni.pittella@europarl.europa.eu

- Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe :
guy.verhofstadt@europarl.europa.eu

- Les verts:
philippe.lamberts@europarl.europa.eu

- Conservateurs et Réformistes Européens :
sayed.kamall@europarl.europa.eu

- Gauche Unitaire Européenne :
gabrielle.zimmer@europarl.europa.eu